

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/3/Add.5/Rev.1

14 mars 1995

(95-0562)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA TURQUIE

Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de la Turquie.

En Turquie, les services des postes et des télécommunications étaient fournis par la Direction générale des PTT, qui bénéficiait d'un monopole d'Etat conformément à la Loi postale n° 5584 de 1950 et à la Loi n° 406 de 1924 sur le télégraphe et le téléphone, respectivement.

Il est apparu que la Loi n° 406, complètement dépassée, n'était plus du tout adaptée à l'évolution récente et aux besoins actuels du secteur des télécommunications.

Eu égard au fait que les télécommunications sont le moteur du développement social et économique, il est devenu essentiel de restructurer efficacement ce secteur.

La Loi n° 4000 du 10 juin 1994, élaborée à cet effet, est entrée en vigueur le 18 juin 1994, jour de sa publication au Journal officiel. Elle modifie et complète la Loi n° 406 sur les principaux points indiqués ci-après:

- Les services postaux et télégraphiques sont fournis par la Direction générale des postes et les services de télécommunication par la société TTAŞ (Turkish Telecom Co., Inc.).
- La société entre en fonction à l'approbation de son contrat principal par le Ministre des transports et des communications.
- La société, dont le siège se trouve à Ankara, est régie par des dispositions de la loi susmentionnée, par le Décret n° 233, et par la Loi turque sur le commerce (à l'exception des dispositions concernant la création et l'immatriculation).
- Les dispositions de la Loi n° 2813 sur les radiocommunications et celles de la Loi concernant la radio et la télévision restent inchangées.
- *Le Ministre des transports et des communications peut décider de la vente de 49 pour cent des actions de TTAŞ et arrêter les principes et les procédures concernant la vente d'actions*

pour couvrir également les éventuels privilèges à accorder aux employés des PTT, au personnel retraité et aux participants publics.

- *Le Ministre des transports et des communications est habilité à déterminer le pourcentage des actions à vendre qui doit être réservé à la Direction générale des postes.*
- Le Ministère des transports et des communications peut délivrer des licences à des sociétés privées pour l'exploitation de services de téléphonie mobile, de radiorecherche de personnes, de réseaux de données, de réseaux intelligents, de télévision par satellite, de cabines téléphoniques à prépaiement, de systèmes par satellite et d'autres services à valeur ajoutée en veillant dûment à ne pas créer de situation monopolistique.
- *La part des revenus provenant des licences délivrées aux sociétés privées et de la fourniture de services par les exploitants mentionnés qui doit être attribuée à TTAŞ est déterminée avec l'approbation du Ministre des transports et des communications.*
- Les principes et les procédures régissant la tarification des services fournis par TTAŞ et les sociétés privées titulaires d'une licence entrent en vigueur après approbation du Ministre des transports et des communications.
- Les services des postes et des télécommunications actuels sont fournis par la Direction générale des postes jusqu'à la mise en place formelle de TTAŞ.

La Cour constitutionnelle ayant conclu que la loi en question n'était pas totalement en désaccord avec la Constitution de la République de Turquie a annulé certaines dispositions indiquées en italique ci-dessus, par sa décision du 22 décembre 1994, en précisant que les procédures relatives à la vente d'actions et les conditions régissant la délivrance de licences devraient être incluses dans cette loi.

En conséquence, la Loi n° 4000 est actuellement révisée pour y incorporer des dispositions concernant la vente d'actions, les conditions de délivrance de licences, l'évaluation des PTT avant leur mise en vente selon des critères reconnus au niveau international; elle sera ensuite soumise à l'approbation du Parlement.

Actuellement, la Turquie est dans une période de transition pour ce qui est du secteur des télécommunications. La création de TTAŞ, société chargée de fournir les services de télécommunication par la Loi n° 4000, faisant encore l'objet d'études, les services en question sont fournis par la Direction générale des postes pendant la période de transition conformément à cette même loi. Il a été répondu au questionnaire sur les télécommunications de base dans toute la mesure du possible compte tenu de ces circonstances.

PARTIE I

Définitions et structure du marché

Définitions

1. Il n'existe pas de disposition définissant les télécommunications de base dans la Loi initiale n° 406 du 4 février 1924 sur le télégraphe et le téléphone, mais des services tels que la téléphonie mobile, la radiorecherche de personnes, les réseaux de données, les réseaux intelligents, la télévision par satellite, les cabines téléphoniques à prépaiement, les systèmes par satellite ont été mentionnés en tant que services à valeur ajoutée dans la "Loi concernant la modification d'un article de la Loi sur

le télégraphe et le téléphone et l'adjonction d'articles supplémentaires et d'articles provisoires" que le Parlement a adoptée le 10 juin 1994 sous le n° 4000. A cet égard, les services de téléphone, de télex, de télégraphe et les services par circuits loués privés sont considérés comme des services de télécommunications de base.

2. La législation turque n'établit pas de distinction entre les réseaux (installations) et les services.

3. Les services de téléphone, de télex, de télégraphe et les services par circuits loués privés, qui sont répertoriés dans la Classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120), sont également considérés en Turquie comme des services de télécommunications de base. Ce n'est pas le cas, par contre, des services de transmission de données avec commutation de circuits ou commutation par paquets et des services de télécopie qui figurent sur la même liste que les télécommunications de base, mais qui sont mentionnés en tant que services à valeur ajoutée dans la Loi n° 4000 adoptée récemment.

Structure du marché

4. L'article 1 de la Loi n° 406 sur le télégraphe et le téléphone, qui a été modifié par la Loi n° 4000, prévoit que les services de télécommunication seront fournis par la société TTAŞ (Turkish Telecom Co., Inc.). Etant donné, toutefois, que les arrangements concernant la mise en place de TTAŞ n'ont pas encore été finalisés, les services en question sont actuellement fournis par la Direction générale des postes conformément à l'article additionnel 4 de la loi adoptée récemment.

5. Comme il est indiqué au paragraphe 4 ci-dessus, selon l'article 1 modifié de la Loi n° 406 sur le télégraphe et le téléphone, les services de télécommunication nationaux aussi bien qu'internationaux seront fournis par la société TTAŞ qui doit être constituée au départ comme une société entièrement contrôlée par l'Etat.

6. Des travaux concernant l'élaboration de principes et de procédures devant permettre la participation étrangère au capital sont en cours.

7.a) Voir la réponse 4 ci-dessus.

7.b) Les services utilisant des circuits privés loués internationaux peuvent être fournis sur la base du partage des recettes, ce qui permet aux sociétés étrangères compétentes de participer à la fourniture de ces services qui, étant considérés comme des télécommunications de base, relèvent du monopole de TTAŞ.

8. La Turquie a signé les accords suivants:

Constitution et Convention de l'UIT,
Règlement des radiocommunications de l'UIT,
Règlements internationaux de l'UIT,
Accord et Accord d'exploitation relatifs à INTELSAT,
Convention et Accord d'exploitation relatifs à INMARSAT,
Convention et Accord d'exploitation relatifs à EUTELSAT.

PARTIE II

Concurrence

A. Sous-secteurs

i) Généralités

Les pratiques et tendances actuelles en Turquie sont en faveur d'une ouverture du marché des télécommunications à la concurrence et de la participation de fournisseurs de services étrangers, étant entendu que l'on veille dûment à ne pas créer de situation monopolistique.

La législation turque en la matière se compose essentiellement de la Loi n° 406 sur le télégraphe et le téléphone et de la Loi n° 4000 qui a été adoptée récemment et qui prévoit la participation de fournisseurs étrangers à la fourniture de services de transmission de données avec commutation par paquets ou de transmission de données avec commutation de circuits et de services de télécopie par le biais de licences d'exploitation.

ii) Modes de fourniture

Comme il ressort de la liste d'engagements de la Turquie, la fourniture de services de télécommunication fait toujours l'objet d'un monopole dans la pratique. Cependant, le principe du partage des recettes qui permet la participation des fournisseurs étrangers s'applique à la fourniture de certains services comme les services de transmission de données avec commutation par paquets et les services de transmission de données par circuits loués privés internationaux. Le personnel employé par ces fournisseurs pour installer les systèmes requis n'est pas soumis aux restrictions imposées aux personnes physiques. Il n'y a pas de restriction concernant la consommation à l'étranger.

iii) Accès au marché

Des travaux concernant l'élaboration de principes et de procédures devant permettre aux entreprises nationales et étrangères d'accéder au marché sont également en cours.

iv) Traitement national

Il n'existe aucune disposition en la matière.

v) Licences

La Loi n° 4000 autorise le Ministère des transports et des communications à délivrer des licences pour les services à valeur ajoutée. Des travaux concernant l'élaboration de principes et de procédures pertinents sont en cours.

B. Catégories

Services locaux/à grande distance/internationaux

1. Les services "locaux" sont assurés dans les trois zones suivantes:

Zone locale: couverte par une ligne installée sur une certaine route s'étendant jusqu'à 4 km d'un central tout en restant dans les limites de service du central en question. Sous réserve de certaines conditions, cependant, les limites d'un réseau local peuvent être repoussées pour englober les localités

situées au-delà de 4 km. Dans les endroits où il y a des municipalités, les limites du réseau local peuvent être étendues à celles de la zone de service de la municipalité dans les cas où cette zone va au-delà de 4 km.

Zone à centraux multiples: composée de plusieurs zones de service de central automatique, qui ont toutes des caractéristiques communes sur le plan social, économique et culturel et bénéficient en commun de divers services publics, constituant une seule collectivité au niveau de l'implantation géographique et de l'habitat. Les limites de la zone de service de la municipalité forment celles de la zone à centraux multiples.

Zone urbaine: identique à la zone à centraux multiples à ceci près que les limites de la zone urbaine correspondent à celles de la zone de service de la principale municipalité et que la zone urbaine est déterminée par la société TTAŞ.

Les services "à grande distance nationaux" sont assurés sur les distances suivantes:

- distances intradépartementales: distances entre le chef-lieu et les villes moins importantes d'un département;
- distances intraprovinciales: distances entre la capitale d'une province et les chef-lieux situés dans cette province;
- distances allant jusqu'à 100 km: distances à vol d'oiseau entre différentes provinces;
- distances de plus de 100 km: distances à vol d'oiseau entre différentes provinces.

2. Il n'y a pas de distinction de cet ordre.

Systèmes à courants porteurs

Voir les réponses données dans la Partie "A. Sous-secteurs".

Systèmes hertziens

Voir les réponses données dans la Partie "A. Sous-secteurs".

Revente

3. La réglementation turque n'autorise pas la revente au plan international de capacités de circuits loués privés rattachés au réseau public, ni la revente de capacités de circuits téléphoniques à commutation.

4. La revente de la capacité excédentaire des circuits loués privés n'est pas autorisée et les télécommunications de base ne peuvent pas non plus être mises à la disposition de tierces parties par la revente.

Installations

5. La construction et l'exploitation de réseaux de télécommunications de base relèvent de l'Etat qui agit en la matière par l'intermédiaire de la Direction générale des postes uniquement en attendant la mise en place formelle de la société TTAŞ.

Services publics/non publics

6. Il n'y a pas de distinction de cet ordre.
7. La réglementation turque prescrit de fournir tous les types de télécommunication au public.
8. Voir la réponse 7 ci-dessus.
9. En tant qu'unique fournisseur des services de télécommunication nationaux et internationaux, TTAŞ assume toutes les obligations et responsabilités pertinentes.
10. Les procédures concernant l'organisation et la fourniture d'un réseau privé par un fournisseur de télécommunication seront arrêtées une fois achevés les travaux effectués à cet égard dans le cadre de la Loi n° 4000.
11. Actuellement, les cabines téléphoniques à prépaiement sont exploitées par la Direction générale des postes. Cependant, les travaux visant à autoriser les fournisseurs privés de services à exploiter les cabines téléphoniques à prépaiement se poursuivent.

PARTIE III

Questions réglementaires

Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. La politique réglementaire en matière de télécommunication est fixée par le gouvernement. TTAŞ, en tant que fournisseur de services de télécommunication, n'a pas d'influence en la matière.

La législation pertinente en matière de télécommunication est rédigée par TTAŞ conformément aux "Principes concernant l'établissement de projets de lois, de décrets, de règlements et de directives" publiés au Journal officiel n° 21339 du 8 septembre 1992, et elle entre en vigueur une fois que les autorités compétentes ont mené à bien les procédures juridiques.

Conformément au paragraphe 4 de l'article additionnel 18 de la Loi n° 4000, les principes et les procédures régissant la tarification des services fournis par TTAŞ sont définis par la société elle-même, et ils entrent en vigueur avec l'approbation du Ministre des transports et des communications.

2. TTAŞ applique les normes de l'Institut turc de normalisation au niveau national et celles des organisations de normalisation telles que l'ISO, le CCITT et l'ETSI au niveau international. Si nécessaire, elle élabore de nouvelles normes.

3. Conformément aux "principes" mentionnés au paragraphe 1) ci-dessus, tout projet de loi concernant les télécommunications est établi par TTAŞ et transmis au Ministère des transports et des communications. Après avoir reçu l'avis d'autres ministères et organes gouvernementaux compétents, le Ministère des transports et des communications soumet le projet au Parlement. Lorsque le projet de loi est adopté par le Parlement et approuvé par le Président de la République, il entre en vigueur en étant publié au Journal officiel.

La réglementation en matière de télécommunication peut également se faire par le biais de décrets qui sont promulgués par le Conseil des Ministres dans le cadre d'une loi d'habilitation que le Parlement

doit adopter et qui s'applique dans certains cas et pour une période donnée, conformément à la Constitution.

Les règlements en matière de télécommunication autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus sont élaborés par TTAŞ et entrent en vigueur après approbation du Ministre des transports et des communications, une fois menée à bien la procédure juridique pertinente.

Le Ministère des transports et des communications est l'organe chargé de superviser et d'inspecter les activités de TTAŞ pour s'assurer qu'elles sont menées conformément aux dispositions des lois, règlements et directives pertinents.

Les différends survenant entre TTAŞ et ses clients qui ne peuvent pas être réglés par le Ministère des transports et des communications sont soumis aux tribunaux compétents, selon la nature du différend.

Il est possible de saisir la Cour constitutionnelle pour faire abroger des lois et des décrets dans certaines conditions, conformément à la Constitution.

Allotissement ou assignation des fréquences

4. La Direction générale des radiocommunications s'occupe de la planification, de la coordination (au niveau national/international) et de l'assignation des fréquences aux utilisateurs et elle procède, le cas échéant, à des modifications ou à des annulations. Elle tient également à jour une liste nationale des principales fréquences et elle assure l'analyse et l'enregistrement des fréquences. Les prescriptions et les critères appliqués pour l'allotissement ou l'assignation des fréquences radioélectriques sont définis dans les plans de fréquences nationaux. L'étude technique concernant l'assignation des fréquences est réalisée à partir de bases de données locales et de logiciels d'application. En outre, le plan de disposition des voies de relais hertziens et d'autres systèmes spécifiques nécessitant des bandes de fréquences harmonisées sont réalisés en tenant compte des recommandations pertinentes du CCIR et de la CEPT en accord avec les plans de fréquences nationaux.

5. Les demandes d'assignation de fréquence des fournisseurs nationaux comme celles des fournisseurs étrangers sont soumises à ces procédures et à ces critères.

Codes de numérotage et d'identification

6. Les codes de numérotage et d'identification sont déterminés par la société TTAŞ pour fournir un service de télécommunication plus efficace. Les plans de numérotage sont établis conformément au CCITT E. 164 selon les principaux critères suivants:

- simplifier l'acheminement et la taxation;
- faciliter la gestion de l'analyse des chiffres;
- réaliser un système de codage qui soit plus étendu et puissant tout en étant plus simple d'utilisation.

7. Il n'y a pas de fournisseur étranger de télécommunication sur le marché.

Normes, homologation et raccordement des équipements

8. TTAŞ a ses propres normes, établies à partir des recommandations du CCITT et de l'ETSI.

9. Les normes sont publiées lorsqu'elles sont élaborées ou modifiées. Par ailleurs, TTAŞ peut tenir compte des suggestions du secteur privé lorsqu'elle élabore des normes concernant les équipements terminaux.

10. Tous les équipements terminaux doivent être homologués. L'autocertification n'est pas autorisée, sauf pour les équipements du GSM.

11. Si les équipements terminaux ont été homologués par TTAŞ, ils peuvent être raccordés au réseau public.

12. Oui, s'ils ont été homologués par TTAŞ.

13. Oui.

Interconnexion

14. Les divers réseaux de télécommunication existants sont interconnectés pour les besoins des services à fournir. Toutefois, étant donné que tous les réseaux de télécommunication concernés appartiennent à TTAŞ, il n'y a pas de réglementation concernant leur interconnexion.

15. Etant donné que TTAŞ est le seul fournisseur utilisant le réseau, le besoin d'établir une réglementation ne s'est pas fait sentir.

16. Voir la réponse 14 ci-dessus.

17. Voir la réponse 14 ci-dessus.

Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. La concurrence dans le domaine des télécommunications de base n'est pas autorisée.

19. Non.

20. Non.

21. Non.

Mesures en rapport avec la tarification

22. L'article additionnel 18 de la Loi n° 4000 prévoit que les prix des services fournis par TTAŞ sont fixés par la société elle-même et entrent en vigueur dès qu'ils sont approuvés par le Ministre des transports et des communications. Le cas échéant, ces prix peuvent être déterminés par le Conseil des Ministres. Les prix des services fournis par les sociétés privées titulaires de licences entrent également en vigueur après approbation du Ministre des transports et des communications.

23. Voir la réponse 22 ci-dessus. En outre, la tarification des télécommunications est fondée sur le coût du matériel et de la main-d'oeuvre ainsi que les variations du taux de change.

24. Les tarifs réduits s'appliquent à des groupes spécifiques. Ces groupes, de même que les taux de rabais, sont déterminés par des lois et des règlements qui entrent en vigueur une fois menées à bien certaines procédures juridiques.

- 25. Non.
- 26. Les taxes de répartition sont fixées au cas par cas conjointement avec les homologues étrangers.
- 27. Non.

Servitudes pour la construction d'infrastructures

- 28. La société TTAŞ, en tant qu'unique fournisseur de services de télécommunication, est pleinement autorisée à construire ses propres infrastructures ou installations. A cet égard, elle est habilitée à utiliser des propriétés publiques ou privées (en partie ou en totalité) lorsqu'elle construit les infrastructures et installations dont elle a besoin, en respectant les conditions spécifiées dans les règlements pertinents.
- 29. Il n'y a pas de fournisseur étranger de télécommunication.

Nouveaux services de télécommunication

- 30. La fourniture de nouveaux services de télécommunication n'est pas soumise à restriction. Conformément aux paragraphes 1 et 4 de l'article additionnel 18 de la Loi n° 4000, le Ministère des transports et des communications peut délivrer des licences à des sociétés privées pour l'exploitation de services à valeur ajoutée en veillant dûment à ne pas créer de situation monopolistique. Des études visant à définir les procédures de délivrance des licences sont en cours.
- 31. Voir la réponse 30 ci-dessus.